

² Le début de la formation professionnelle initiale est coordonné avec la formation dispensée par l'école professionnelle fréquentée.

Section 2 Objectifs et exigences

Art. 3 Compétences

¹ Les objectifs et les exigences de la formation professionnelle initiale sont présentés en termes de compétences aux art. 4 à 6.

² Ils s'appliquent à tous les lieux de formation.

Art. 4 Compétences professionnelles

Les compétences professionnelles concernent les connaissances et les aptitudes relatives aux domaines suivants:

- a.⁴ communication dans l'entreprise et contact avec la clientèle;
- b. élaboration de documents;
- c. activités dans le cadre de processus de travail;
- d. planification des délais;
- e. utilisation des équipements de bureau;
- f. traitement des informations;
- g. connaissance du contexte économique et social;
- h. maîtrise de la langue principale et des différentes formes de communication.

Art. 5⁵ Compétences méthodologiques

Les compétences méthodologiques concernent les connaissances et les aptitudes relatives aux domaines suivants:

- a. travail efficace et systématique;
- b. approche et action interdisciplinaires;
- c. aptitude au conseil et à la négociation;
- d. présentation efficace.

⁴ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du SEFRI du 20 juin 2018, en vigueur depuis le 1^{er} janv. 2019 (RO 2018 2953).

⁵ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du SEFRI du 20 juin 2018, en vigueur depuis le 1^{er} janv. 2019 (RO 2018 2953).

Art. 6⁶ Compétences sociales et personnelles

Les compétences sociales et personnelles concernent les connaissances et les aptitudes relatives aux domaines suivants:

- a. disposition à la performance;
- b. capacité à communiquer;
- c. aptitude au travail en équipe;
- d. civilité;
- e. aptitude à l'apprentissage;
- f. conscience écologique.

Section 3
Sécurité au travail, protection de la santé et protection de l'environnement

Art. 7

¹ Dès le début de la formation, les prestataires de la formation remettent et expliquent aux personnes en formation les directives et les recommandations en matière de sécurité au travail, de protection de la santé et de protection de l'environnement.

² Les directives et les recommandations précitées font partie intégrante de la formation dispensée dans tous les lieux de formation et elles sont prises en considération dans les procédures de qualification.

Section 4
Parts assumées par les différents lieux de formation et langue d'enseignement

Art. 8 Parts assumées par les différents lieux de formation

¹ La formation à la pratique professionnelle s'étend sur toute la durée de la formation professionnelle initiale, en moyenne à raison de 3 jours et demi par semaine.

² L'enseignement obligatoire dispensé à l'école professionnelle comprend 820 périodes d'enseignement. Parmi celles-ci, 80 périodes sont consacrées à l'enseignement du sport.⁷

⁶ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du SEFRI du 20 juin 2018, en vigueur depuis le 1^{er} janv. 2019 (RO 2018 2953).

⁷ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du SEFRI du 20 juin 2018, en vigueur depuis le 1^{er} janv. 2019 (RO 2018 2953).

³ Les cours interentreprises comprennent 7 jours de cours, à raison de 8 heures de cours par jour.⁸

Art. 9 Langue d'enseignement

¹ La langue d'enseignement est en règle générale la langue nationale du lieu d'implantation de l'école.

² Les cantons peuvent admettre d'autres langues d'enseignement.

Section 5 Plan de formation et culture générale

Art. 10 Plan de formation

¹ Un plan de formation⁹ édicté par l'organisation du monde du travail compétente est disponible à l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.¹⁰

² Le plan de formation détaille les compétences décrites aux art. 4 à 6 de la manière suivante:

- a. il justifie l'importance de ces compétences pour la formation professionnelle initiale;
- b. il détermine les comportements attendus sur le lieu de travail dans des situations données;
- c. il spécifie ces compétences sous la forme d'objectifs évaluateurs concrets;
- d. il établit un rapport direct entre ces compétences et les procédures de qualification et décrit les modalités de ces dernières.

³ En outre, le plan de formation fixe:

- a. la structure curriculaire de la formation professionnelle initiale;
- b. la répartition et l'organisation des cours interentreprises sur toute la durée de la formation initiale;
- c. les domaines de qualification énoncés dans le bulletin de notes selon l'art. 24, al. 3, et susceptibles de répétition au sens de l'art. 22;
- d. les directives et les recommandations en matière de sécurité au travail, de protection de la santé et de protection de l'environnement.

⁴ Le plan de formation est assorti de la liste des documents relatifs à la mise en œuvre de la formation professionnelle initiale d'assistant de bureau AFP avec indication des titres, des dates et des organes de diffusion.

⁸ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du SEFRI du 20 juin 2018, en vigueur depuis le 1^{er} janv. 2019 (RO 2018 2953).

⁹ Le plan de formation du 20 juin 2018 est disponible dans la liste des professions du SEFRI à l'adresse suivante: www.bvz.admin.ch > Professions A-Z.

¹⁰ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du SEFRI du 20 juin 2018, en vigueur depuis le 1^{er} janv. 2019 (RO 2018 2953).

Art. 11 Culture générale

¹ L'enseignement de la culture générale est régi par les contenus et les objectifs de la culture générale définis dans l'ordonnance du SEFRI du 27 avril 2006 concernant les conditions minimales relatives à la culture générale dans la formation professionnelle initiale¹¹.

² L'enseignement de la culture générale se base sur le profil spécifique à la profession d'assistant de bureau AFP en tenant compte des besoins et expériences requis pour cette profession; les contenus sont précisés dans le plan de formation.

³ Les contenus de l'enseignement de la culture générale sont transmis dans les disciplines suivantes:

- a. économie et société;
- b. langue principale.

Section 6

Exigences posées aux prestataires de la formation initiale en entreprise

Art. 12 Exigences posées aux formateurs¹²

Les personnes ci-après remplissent les exigences posées aux formateurs:¹³

- a. les employés de commerce titulaires d'un CFC et justifiant d'au moins 3 ans d'expérience professionnelle dans le domaine de la formation;
- b. les personnes de professions apparentées titulaires d'un CFC et justifiant des connaissances professionnelles requises propres aux assistants de bureau AFP et d'au moins 3 ans d'expérience professionnelle dans le domaine de la formation;
- c. les personnes titulaires d'un titre correspondant du niveau de la formation professionnelle supérieure (degré tertiaire);
- d. les personnes titulaires d'un diplôme correspondant d'une haute école (degré tertiaire) et justifiant d'au moins 2 ans d'expérience professionnelle dans le domaine de la formation.

Art. 13¹⁴ Nombre maximal de personnes en formation

¹ Les entreprises qui disposent d'un formateur occupé à 100 % ou de deux formateurs occupés chacun au moins à 60 % peuvent former une personne.

¹¹ RS 412.101.241

¹² Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du SEFRI du 20 juin 2018, en vigueur depuis le 1^{er} janv. 2019 (RO 2018 2953).

¹³ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du SEFRI du 20 juin 2018, en vigueur depuis le 1^{er} janv. 2019 (RO 2018 2953).

¹⁴ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du SEFRI du 20 juin 2018, en vigueur depuis le 1^{er} janv. 2019 (RO 2018 2953).

² Une autre personne peut être formée pour chaque professionnel supplémentaire occupé à 100 % ou pour chaque groupe supplémentaire de deux professionnels occupés chacun au moins à 60 %.

³ Sont réputés professionnels les titulaires d'un certificat fédéral de capacité, d'une attestation fédérale de formation professionnelle ou d'une qualification équivalente dans le domaine de la personne en formation.

⁴ Dans les entreprises qui ne sont autorisées à former qu'une seule personne, une seconde personne peut commencer sa formation si la première entame sa dernière année de formation professionnelle initiale.

⁵ Dans des cas particuliers, l'autorité cantonale peut autoriser une entreprise ayant formé depuis plusieurs années des personnes avec grand succès à dépasser le nombre maximal de personnes en formation.

Section 7

Dossier de formation, dossier des prestations et coopération entre les lieux de formation

Art. 14 Formation transversale

La personne en formation constitue un dossier de formation dans lequel elle inscrit au fur et à mesure les travaux importants accomplis ainsi que les compétences et l'expérience acquises au sein des différents lieux de formation.

Art. 15 Entreprise formatrice

¹ Une fois par semestre, le formateur contrôle et signe le dossier de formation mentionné à l'art. 14. Il en discute avec la personne en formation au moins une fois par semestre.

² Le formateur consigne chaque semestre les prestations de la personne en formation dans le formulaire «Diagramme de compétences» sous la forme de contrôles de compétence.

³ Ces contrôles de compétence comportent 4 niveaux. Le nombre de points qui peut être obtenu par objectif évaluateur et par niveau est défini dans le plan de formation.¹⁵

⁴ L'évaluation au sens de l'al. 2 est prise en compte pour l'évaluation du domaine de qualification «pratique professionnelle» (art. 21, al. 1, let. a).

Art. 16 Formation scolaire et formation initiale en école

Les prestataires de la formation scolaire et ceux de la formation initiale en école documentent les prestations de la personne en formation dans les domaines enseignés et ils établissent un bulletin à son intention au terme de chaque semestre.

¹⁵ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du SEFRI du 20 juin 2018, en vigueur depuis le 1^{er} janv. 2019 (RO 2018 2953).

Art. 17¹⁶ Cours interentreprises

¹ Les prestataires des cours interentreprises documentent les prestations de la personne en formation sous la forme de contrôles de compétence, exprimés en points; ces contrôles sont définis dans le plan de formation.

² L'évaluation des contrôles de compétence est prise en compte pour l'évaluation du domaine de qualification «pratique professionnelle» (art. 21, al. 2).

Art. 18 Coopération entre les lieux de formation en vue de l'intégration dans une formation CFC

¹ L'entreprise formatrice et l'école professionnelle donnent une appréciation commune à la fin de la première année de formation au plus tard. Pour ce faire, elles examinent les prestations en entreprise et à l'école de la personne en formation, afin de décider notamment de son intégration éventuelle dans la formation initiale préparant au CFC.

² L'évaluation par l'entreprise formatrice est basée sur les prestations attestées dans le formulaire «Diagramme de compétences».

³ L'évaluation par l'école professionnelle est basée sur les bulletins semestriels.

⁴ Si la personne en formation fournit les prestations exigées dans le cadre de la pratique professionnelle et à l'école, l'entreprise décide avec elle de la fréquentation de cours facultatifs dans les disciplines requises pour pouvoir éventuellement intégrer la formation initiale menant au CFC après avoir terminé avec succès celle sanctionnée par l'AFP. Les cantons veillent à proposer une offre dans ce domaine.

Section 8 Procédure de qualification

Art. 19 Admission à la procédure de qualification

¹ Est admise à la procédure de qualification la personne qui a suivi la formation professionnelle initiale:

- a. conformément à la présente ordonnance;
- b. dans une institution de formation autorisée par le canton, ou
- c. dans un autre cadre que celui d'une filière de formation réglementée et qui rend crédible son aptitude à satisfaire aux exigences de l'examen final.

² Deux ans au minimum de l'expérience professionnelle exigée à l'art. 32 OFPr pour l'admission à la procédure de qualification doivent avoir été effectués dans le domaine d'activité des assistants de bureau AFP.

¹⁶ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du SEFRI du 20 juin 2018, en vigueur depuis le 1^{er} janv. 2019 (RO 2018 2953).

Art. 20 Objet, étendue et organisation de la procédure de qualification

¹ La procédure de qualification vise à démontrer que les compétences décrites aux art. 4 à 6 ont été acquises.

² L'examen final porte sur les domaines de qualification ci-après selon les modalités suivantes:

- a. pratique professionnelle: entretien de qualification d'une durée de 30 minutes. Cet entretien porte, d'une part, sur les contrôles de compétence réalisés par l'entreprise formatrice et dans le cadre des cours interentreprises et, d'autre part, sur le développement professionnel de la personne en formation qui en découle;
- b. travail interdisciplinaire avec encadrement. La personne en formation rédige un travail en se basant sur les objectifs évaluateurs scolaires des disciplines «information/communication/administration», «économie et société» et «langue principale», l'évaluation portant sur le processus d'élaboration, le produit final et la prestation orale d'une durée maximale de 30 minutes¹⁷;
- c. formation scolaire sous la forme d'un examen final écrit d'une durée de 60 minutes dans chacune des disciplines suivantes:
 1. information/communication/administration,
 2. économie et société,
 3. langue principale.

Art. 21 Conditions de réussite, calcul et pondération des notes

¹ La procédure de qualification est réussie si:

- a. la mention «réussi» est attribuée au domaine de qualification «pratique professionnelle», et
- b. la note scolaire finale est supérieure ou égale à 4.

² La mention relative au domaine de qualification «pratique professionnelle» correspond à la somme des points obtenus pour

- a. les contrôles de compétence effectués par l'entreprise formatrice;
- b. les contrôles de compétence effectués dans le cadre des cours interentreprises;
- c. l'entretien de qualification.

³ La note scolaire finale correspond à la moyenne, arrondie à la première décimale, des notes ci-après pondérées de la manière suivante:

- a. la note du «travail interdisciplinaire avec encadrement»: 30 %;
- b. la moyenne, arrondie à la première décimale, des notes de coefficient 1 obtenues dans le cadre des trois examens finaux écrits du domaine de qualification «formation scolaire»: 30 %;

¹⁷ Version du 5 mai 2010

c. la note d'expérience: 40 %, ¹⁸

⁴ La note d'expérience correspond à la moyenne, arrondie à une note entière ou à une demi-note, des quatre notes semestrielles de la formation scolaire. ¹⁹

Art. 22²⁰ Répétitions

¹ La répétition de la procédure de qualification est régie par l'art. 33 OFPr.

² Si un domaine de qualification doit être répété, il doit l'être dans sa globalité sous réserve de l'al. 3.

³ Si la note scolaire finale est insuffisante et que la note du domaine de qualification «formation scolaire» est insuffisante, seules les disciplines où les prestations ont été insuffisantes doivent être répétées.

⁴ Pour les personnes qui répètent la procédure de qualification et suivent à nouveau la formation professionnelle initiale pendant 2 semestres au minimum, les nouvelles évaluations de l'entretien de qualification et des contrôles de compétence consignés dans le formulaire «Diagramme de compétences» sont prises en compte pour le domaine de qualification «pratique professionnelle». Si la formation n'est pas prolongée, un examen de remplacement oral de 45 minutes est organisé pour le domaine de qualification «pratique professionnelle». Cet examen remplace les contrôles de compétence et l'entretien de qualification.

⁵ Pour les personnes qui répètent l'examen final et qui ne suivent plus l'enseignement scolaire, l'ancienne note d'expérience est prise en compte. Pour les personnes qui suivent à nouveau l'enseignement scolaire pendant 2 semestres au minimum, seules les nouvelles notes sont prises en compte pour le calcul de la note d'expérience.

Art. 23 Cas particulier

Pour les personnes qui ont suivi la formation préalable hors du cadre de la formation professionnelle initiale régie par la présente ordonnance, les dispositions suivantes s'appliquent:

- a. ²¹ un examen oral de 45 minutes remplace le domaine de qualification «pratique professionnelle»;
- b. le domaine de qualification «formation scolaire» remplace la note d'expérience et compte double.

¹⁸ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du SEFRI du 20 juin 2018, en vigueur depuis le 1^{er} janv. 2019 (RO 2018 2953).

¹⁹ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du SEFRI du 20 juin 2018, en vigueur depuis le 1^{er} janv. 2019 (RO 2018 2953).

²⁰ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du SEFRI du 20 juin 2018, en vigueur depuis le 1^{er} janv. 2019 (RO 2018 2953).

²¹ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du SEFRI du 20 juin 2018, en vigueur depuis le 1^{er} janv. 2019 (RO 2018 2953).

Section 9 Certificat et titre

Art. 24

¹ La personne qui a réussi la procédure de qualification reçoit l'attestation fédérale de formation professionnelle (AFP).

² L'attestation autorise ses titulaires à porter le titre légalement protégé d'«assistante de bureau AFP/assistant de bureau AFP».

³ Le bulletin de notes mentionne:

- a. l'évaluation du domaine de qualification «pratique professionnelle»;
- b. la note scolaire finale;
- c. les notes des domaines de qualification «travail interdisciplinaire avec encadrement» et «formation scolaire» ainsi que la note d'expérience.

Section 10

Commission suisse pour le développement professionnel et la qualité de la formation des assistants de bureau AFP

Art. 25

¹ La Commission suisse pour le développement professionnel et la qualité de la formation des assistants de bureau AFP (commission) comprend:

- a. quatre représentants de la Communauté d'intérêts Formation commerciale de base Suisse (CIFC Suisse);
- b. deux représentants de la Conférence suisse des branches commerciales de formation et d'examen (CSBCF);
- c. deux à trois représentants de la Conférence suisse des écoles professionnelles commerciales (CSEPC);
- d.²² ...
- e. au moins un représentant de la Confédération et au moins un représentant des cantons.

² La composition de la commission doit également:

- a. tendre à une représentation paritaire des sexes;
- b. garantir une représentation équitable des régions linguistiques.²³

³ La commission se constitue elle-même.²⁴

²² Abrogée par le ch. I de l'O du SEFRI du 20 juin 2018, avec effet au 1^{er} janv. 2019 (RO 2018 2953).

²³ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du SEFRI du 20 juin 2018, en vigueur depuis le 1^{er} janv. 2019 (RO 2018 2953).

²⁴ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du SEFRI du 20 juin 2018, en vigueur depuis le 1^{er} janv. 2019 (RO 2018 2953).

⁴ Elle est notamment chargée des tâches suivantes:

- a. examiner la présente ordonnance et le plan de formation au moins tous les 5 ans en fonction des développements économiques, technologiques, écologiques et didactiques; intégrer, le cas échéant, de nouveaux aspects organisationnels de la formation professionnelle initiale;
- b. identifier les développements qui requièrent une modification de l'ordonnance et demander à l'organisation du monde du travail compétente de proposer au SEFRI les modifications voulues;
- c. identifier les développements qui requièrent une adaptation du plan de formation et proposer à l'organisation du monde du travail compétente d'effectuer les adaptations voulues;
- d. prendre position sur les instruments servant à garantir et à mettre en œuvre la formation professionnelle initiale et à en promouvoir la qualité, en particulier les dispositions d'exécution relatives à la procédure de qualification avec examen final.²⁵

Section 11 Dispositions finales

Art. 26 Disposition transitoire

Toute personne qui a commencé sa formation de Büropraktikerin/Büropraktiker ou d'assistante de bureau/assistant de bureau avant le 1^{er} janvier 2008 et obtenu un titre cantonal dans le cadre du projet pilote du SEFRI visant à mettre sur pied une formation commerciale de base sur deux ans sanctionnée par une attestation fédérale se voit délivrer l'attestation fédérale de formation professionnelle d'assistante de bureau AFP/assistant de bureau AFP après avoir déposé une demande auprès de l'autorité cantonale compétente.

Art. 26a²⁶ Dispositions transitoires relatives à la modification du 20 juin 2018 et première application de dispositions particulières modifiées

¹ Les personnes qui ont commencé leur formation d'assistant de bureau avec AFP avant l'entrée en vigueur de la modification du 20 juin 2018 l'achèvent selon l'ancien droit, mais au plus tard le 31 décembre 2022.

² Les candidats qui répètent la procédure de qualification avec examen final d'assistant de bureau avec AFP jusqu'au 31 décembre 2022 voient leurs prestations appréciées selon l'ancien droit. Sur demande écrite, ils sont évalués selon le nouveau droit.

³ Les modifications des art. 21, 22 et 23 sont applicables au 1^{er} janvier 2021.

²⁵ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du SEFRI du 20 juin 2018, en vigueur depuis le 1^{er} janv. 2019 (RO 2018 2953).

²⁶ Introduit par le ch. I de l'O du SEFRI du 20 juin 2018, en vigueur depuis le 1^{er} janv. 2019 (RO 2018 2953).

Art. 27 Entrée en vigueur

La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} janvier 2008.